



**D 2094 • Sv3**  
16-31 juillet 1996

**MOTS-CLEFS**  
Épiscopat  
Rôle des Églises  
Église populaire

***Diffusion de l'information sur l'Amérique latine***

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

**OÙ VA L'ARCHIDIOCÈSE  
DE SAN SALVADOR?**

Face aux modifications qui se sont produites dans l'archidiocèse de San Salvador depuis la nomination de Mgr Fernando Sáenz Lacalle à la tête de l'archidiocèse le 21 avril 1995 (cf. DIAL D 1990), un profond malaise et de nombreux désaccords ne cessent de se manifester. En effet, l'archevêque actuel, ancien administrateur apostolique de l'Ordinariat militaire d'El Salvador et membre de l'Opus Dei, s'efforce d'imprimer au diocèse une

ligne fort différente de celle de ses prédécesseurs, parmi lesquels nous rencontrons l'illustre figure de Mgr Romero souvent appelé désormais "Saint Romero d'Amérique, pasteur, prophète et martyr". Nous reproduisons ci-dessous les interrogations posées par la revue Carta a las Iglesias, 1-15 mai 1996, publiée par le Service d'information du Centre pastoral de l'Université centro-américaine (UCA) à El Salvador, San Salvador.

Dans ses instances officielles, l'archidiocèse s'est tellement transformé qu'il s'est donné une image de marque tout à fait contraire à ce qu'il fut pendant ces cinquante dernières années. Les faits sont indéniables. Les moyens de communication utilisés, le secrétariat à l'apostolat social, la direction de la pastorale, tout cela a changé de mains en l'espace d'un an. La direction du séminaire également. Le changement est si évident que tout le monde le reconnaît : et pourtant certains, comme le quotidien du soir *El Mundo*, de droite, et le bruyant Domenech de l'Arena<sup>1</sup> s'en réjouissent et s'en félicitent publiquement tandis que d'autres, comme *El Latino*, les communautés de base et d'importants groupes de prêtres et de religieuses le regrettent amèrement.

1. Alliance républicaine nationaliste, parti actuellement au pouvoir (NdT).

Un tel changement est pour beaucoup cause d'étonnement, de découragement, de tristesse voire d'indignation. On pourra donner toutes les explications qu'on voudra, nul ne comprendra comment il est possible qu'on ait voulu couper à la racine une tradition si évangélique, si populaire et nourrie du sang des martyrs comme l'est celle de l'archidiocèse et celle de Mgr Romero (et, soit dit en passant, il est bien triste de visiter sa tombe dans la cathédrale et de constater qu'elle est presque laissée à l'abandon et qu'elle ne fait l'objet d'aucune manifestation d'affection).

Dieu seul sait ce qu'il adviendra dans l'avenir, et si on rectifiera le tir. Nous le souhaitons pour le bien de tous. Nous nous proposons à présent d'analyser la situation pour voir comment les changements intervenus sont en train de donner des contours nou-

veaux à l'archidiocèse. Et nous voulons le faire *sine ira et studio*, comme disaient les anciens, c'est-à-dire sans intention de contrister mais seulement dans le but d'aider, de coopérer et de construire.

Dans son ensemble, l'Église institutionnelle n'apparaît pas à présent comme l'Église des pauvres, comme l'Église dont rêvait Jésus et Medellín, mais plutôt comme une Église de riches ou, tout au moins comme une Église qui est du côté des riches : l'omniprésence de ces derniers lors de la visite du Pape et leur soutien financier en vue de la construction de la Cathédrale en fut une preuve éclatante<sup>2</sup>. Leur intention était peut-être de recueillir des fonds pour faire le bien-intention pieuse qui commença avec l'empereur Constantin - mais il en résulte souvent qu'en échange d'avan-

2. Voir DIAL D 2065 (NdT).

tages immédiats, l'Église prend le parti des puissants.

Cette Église ne constitue aucun obstacle pour la gestion gouvernementale. Bien plus, elle est pour le gouvernement un appui plutôt qu'une instance critique. Et cela se passe dans un pays qui est confronté à d'immenses problèmes humains que le gouvernement n'affronte pas comme il le devrait. Sous prétexte que "il ne faut pas se mêler de politique", des faits importants pour le pays, au sujet desquels le gouvernement a de lourdes responsabilités, ne font l'objet d'aucune dénonciation. Et quand on exprime des jugements moraux à propos de faits concrets, l'abstraction est telle que le mot à mot ne veut plus rien dire ("quelle que soit son origine, la violence est mauvaise", "il n'y a pas d'autre solution que de respecter les dix commandements", "si quelqu'un n'est pas d'accord avec une loi, il peut toujours faire appel à la Cour suprême de justice").

L'Église institutionnelle non seulement se méfie de tout ce que, auparavant, on appelait l'Église populaire, celle du "peuple de Dieu", avec ses communautés, sa créativité liturgique et pastorale, sa théologie, ses martyrs, mais de plus elle s'y oppose. Ceci ne signifie pas que cette Église populaire n'ait pas besoin d'aides ou ne mérite pas de critiques, mais elle fait l'objet d'un traitement complètement opposé à celui que l'on accorde aux mouvements les plus suspects et les plus extravagants qui prolifèrent chez nous : depuis les campagnes du Père Gobbi qui annonça Jean Paul II est le Pape de la Vierge et qu'il a été formé par elle, jusqu'aux mouvements qui remplissent les stades - faisant payer les entrées - provoquant des crises d'hystérie et - quelles que soient leurs intentions - favorisant l'aliénation mentale.

L'Église institutionnelle ne propose

pas d'orientation au pays en ce qui concerne les plus graves de ses problèmes. Il est certain que Mgr Rosa porte des jugements sur les problèmes fondamentaux du pays, mais on ne peut en dire autant des homélies de l'archevêque qui prétend que ces questions relèvent exclusivement de la compétence de la conférence épiscopale. Or, celle-ci n'a rien écrit de sérieux depuis des décennies et nous autres, chrétiens et citoyens, demeurons dans l'obscurité. Il est loin le temps où, dans les lettres pastorales, on abordait en profondeur des questions telles que les organisations populaires, la violence, le dialogue, le marxisme, l'idolâtrie...

Aujourd'hui il faudrait traiter avec la même profondeur des questions comme le néolibéralisme, le fonctionnement de la justice, la corruption, les émigrés, la délinquance, les bandes, les drogues... Il est loin aussi le temps où on abordait des questions théologiques essentielles telles que, par exemple, l'Église en tant que corps du Christ dans l'histoire, l'option pour les pauvres, la pastorale de l'accompagnement... questions auxquelles il conviendrait d'ajouter la prolifération des mouvements ecclésiaux et évangéliques, la culture de la banalité qui conduit tout droit à l'indifférence religieuse, l'oubli des martyrs...

Le séminaire nous cause également de grands soucis. Étant donné le mode de fonctionnement de l'Église, c'est là que s'élabore son avenir. Or, si les séminaristes ne reçoivent pas une formation théologique sérieuse et scientifique, conformément au progrès des sciences ; s'ils ne sont pas préparés à analyser les grands phénomènes sociaux du pays, petit à petit l'Église sera incapable de dialoguer avec le monde - comme cela a commencé à se produire en Europe il y a des années - et les avantages que peut représenter à court terme le fait de se replier sur

elle-même se transformeront, à long terme, en désavantage.

Enfin, on a perdu le sens du corps ecclésial : cela se manifeste lors des réunions de prêtres, de religieux, de laïcs. On assiste à une diversité d'initiatives où chacun s'efforce de faire de la nécessité une loi. Si jusqu'à ce jour on ne peut pas dire qu'aient éclaté des conflits, on ne peut pas dire non plus que cette situation de dispersion soit bonne.

Nous tenons à répéter que tout ceci est dit *sine ira et studio* mais au contraire dans un grand sentiment d'estime et d'affection pour notre Église et notre archidiocèse. Des gens de l'extérieur viennent ici pour nous rendre visite et pour se former. On peut suivre des cours de théologie, de pastorale et d'histoire au sujet de Mgr Romero et du Père Ellacuría, mais aussi des communautés de base, de ce qui a été publié dans les années soixante-dix par Justice et paix. On continue à publier des livres qui se font l'écho des témoignages de chrétiens qui au milieu de leurs grandes souffrances ont su garder l'espérance.

Il est impossible de jeter tout cela par-dessus bord et de s'en séparer sous le prétexte simpliste que "les choses ont changé". Il faut au contraire revenir sur ce passé, l'actualiser et lui donner sa vraie place dans l'histoire afin qu'il éclaire la route que nous devons parcourir à présent. Nous ignorons ce que veut faire "la droite", mais nous sommes convaincus que "la gauche" désire ardemment coopérer avec tous à la construction d'un archidiocèse qui s'engage résolument sur le chemin qui est le sien : celui des pauvres de ce monde, les enfants bien-aimés de Dieu.

*Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.*



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

**DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.**

**Abonnement annuel :** France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

**Points rencontre à Paris :** CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris

Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50  
Fax (1) 45 55 28 13.